

MARCHE DE TRAVAUX

Acte d'engagement (AE) valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

OBJET DU MARCHE	Déménagement du bâtiment administratif du lycée français Jean Monnet dans la cour de récréation du secondaire entre le 09 juillet et le 19 août 2025.
MARCHE N° :	2025/07
MAITRE D'OUVRAGE :	Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger – Lycée français Jean Monnet
NOTIFICATION DU MARCHE :	
MONTANT H.T. DU MARCHÉ : TVA à 6 % MONTANT T.T.C. DU MARCHÉEuros H.T.Euros.Euros T.T.C.
MAITRE D'ŒUVRE	Association momentanée Open Architectes / LT2A / ADEM / VK ENGINEERING / HOMECO / AUTREMENT DIT représentée par la SRL OPEN ARCHITECTES ayant son siège à la rue de la Marbrite, 9B à 7090 RONQUIERES (Belgique) représentée par Bertrand Noel, architecte associé. Tel : 0032 (0) 67 41 16 40
ORDONNATEUR PRINCIPAL :	Madame la Directrice générale de l'AEFE
ORDONNATEUR SECONDAIRE :	Madame la Proviseure du lycée français Jean Monnet
COMPTABLE PAIEMENTS :	ASSIGNATAIRE DES Monsieur l'Agent Comptable de l'AEFE représenté par Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Lycée français Jean Monnet
TITULAIRE DU MARCHÉ :	

1. Contractant

	Je soussigné,	
	Prénom et Nom	
	Agissant au nom et pour le compte de la Société :	
	Au capital de :	
	Ayant son siège à :	
	Téléphone :	
	E-mail :	
	Numéro TVA :	

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), et des documents qui y sont mentionnés, notamment les clauses techniques ;

Après avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques liées au projet ;

Après avoir produit les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les autorités compétentes attestant de la régularité de la situation fiscale et sociale de la société ;

Je m'engage, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux, dans les conditions définies dans le dossier de consultation des entreprises et dans le respect des règlements techniques, urbanistiques et administratifs en vigueur, notamment vis à vis de la sécurité des personnes ;

J'atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard du droit du travail belge ;

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres fixée dans le présent règlement de consultation.

2. Objet du marché / pièces constitutives du marché

Objet du marché :

Le présent marché de travaux a pour objet le déménagement du bâtiment administratif dans la cour du Secondaire du lycée français Jean Monnet entre le 09 juillet et le 19 août 2025.

Il s'agit d'un marché à procédure adapté selon les dispositions de l'article L22123-1 du Code de la commande Publique Français.
En dehors des précisions indiquées dans les articles suivants, il sera fait application du CCAG Travaux.

Maitrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre de l'opération de déménagement sera assurée par le groupement conjoint **Open Architectes / LT2A / ADEM / VK Engineering / Homeco / Autrement Dit**, représenté par la SRL **Open Architectes**, dont le siège est situé rue de la Marbrite 9B, à 7090 Ronquières (Belgique), et représentée par **Bertrand Noel**, architecte associé.

Pièces constitutives du marché :

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

- le présent acte d'engagement valant CCAP;
- le règlement de la consultation ;
- les clauses techniques ;
- le métré récapitulatif ;
- les pièces graphiques (plans).

3. Prix

Le mois d'établissement des prix est mai **2025 (m0)**.
Les prix sont fermes, non actualisables et non révisables.
Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à :

Montant de Base Hors TVA :

Euros

Taux de la TVA : 6%

Euros

Montant TTC :

Euros

Montant en Euros (TTC) arrêté en lettres à :

Les prix du marché sont établis en tenant compte de toutes les dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération et notamment :

- * Frais d'essais de vérification de bon fonctionnement des installations et établissement des procès-verbaux correspondants.
- * Frais de nettoyage, d'enlèvement des gravois, déchets, emballages.
- * Frais d'établissement des plans de conformité, de recollement et des notices d'entretien, d'utilisation, d'exploitation des installations.
- * Frais en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs
- * Frais de reproduction des dossiers marché pour l'ensemble de ses sous-traitants.
- * Frais d'assurances.
- * Frais de transports de tous matériaux, matériels et fournitures nécessaires à la bonne réalisation des prestations de ce marché ;
- * Frais d'installation et d'autorisation d'installation de chantier (autorisations des empiètements sur les domaines privés et publics comprises).
- * Frais de conservation de l'accès pompier au bâtiment. Toute adaptation du chantier pour ce faire sera à la charge de l'entreprise.

* Frais de remise en état des abords du chantier à la fin des travaux.

4. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution de l'opération est de :

- **30 jours ouvrables pour l'ensemble des travaux, sur la période allant du 09 juillet au 19 août 2025.**

Date limite de remise des offres : 11/06/2025

Sélection des offres prévisionnelle : 19/06/2025

Notification du marché prévisionnelle : 25/06/2025

Début des travaux : 09/07/2025

Fin des travaux : 19/08/2025

5. Mesures coercitives (pénalités / résiliation)

5.1 Pénalités : Une pénalité journalière et non révisable de 1000€ pourra être appliquée par jour calendaire de retard par rapport à la fin prévue des travaux. Le retard prend en compte les travaux mais aussi les opérations de remise en état des locaux (nettoyage de fin de chantier...)

5.2 Résiliation :

- **Du fait du maître d'ouvrage :**

Le maître d'ouvrage peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché. Le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

- **A la demande du titulaire du marché :**

Le marché peut être résilié sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité :

- a) En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché ;
- b) En cas d'événement ne provenant pas d'un fait du titulaire qui rend absolument impossible l'exécution du marché, si le titulaire le demande.

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, ses ayants droit, son tuteur ou son curateur continuent de plein droit le marché, sauf décision de la personne responsable du marché lorsque le marché avait été conclu en considération de la capacité personnelle du titulaire. La résiliation prend effet à la date de la décision qui l'a prononcée.

- **Aux torts du titulaire :**

Le marché peut, selon les modalités prévues ci-dessous, être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse émettre la moindre réclamation et/ou prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- a) Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;

- b) Lorsque le titulaire déclare, hormis en cas d'incapacité telle que prévue ci-dessus, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- c) Lorsque le titulaire, après mise en demeure préalable, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ;
- d) Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- e) Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique ;
- f) Lorsque une déclaration sur l'honneur produite dans le cadre de la consultation a été reconnue inexacte.

6. Paiement (décompte final)

Le paiement des travaux se fera après service fait sur présentation d'une facture à la maîtrise d'œuvre. Cette facture comportera les mentions suivantes :

- numéro de facture
- référence du marché
- nom et adresse complète du vendeur
- numéro de TVA
- coordonnées bancaires
- nom et adresse du client (Lycée français Jean Monnet - Avenue du lycée français, 9 – 1180 Bruxelles)
- description des biens et/ou services
- prix sans TVA / prix avec TVA
- acompte reçu
- retenue de garantie
- solde à payer
- date de réalisation de la prestation (date du service fait)
- date de facture

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

- du compte ouvert à l'organisme bancaire :
 - à :
 - au nom de :
 - sous le numéro :
- (Joindre un RIB)*
- dans la monnaie de règlement suivante : Euros

7. Responsabilités – Garanties et assurances

Le titulaire doit produire au maître d'ouvrage une assurance en responsabilité civile couvrant les dommages au moins à concurrence du montant des travaux.

Du commencement du chantier jusqu'à la date de réception, l'entrepreneur est pleinement responsable du maintien en bon état des travaux et de l'ouvrage qu'il exécute, ainsi que des "existants". Au cas où tout ou partie de l'ouvrage et/ou des "existants" subiraient des dommages au cours des travaux, l'entrepreneur devra le réparer et le remettre en état à ses frais de telle sorte que l'ouvrage et les "existants" soient, au moment de la réception, conformes aux spécifications du marché. L'entrepreneur est également responsable pour tout dommage qu'il causerait aux travaux à l'occasion de toute opération destinée à finir un travail inachevé ou à satisfaire à ses obligations.

L'entrepreneur doit indemniser le maître de l'ouvrage de toutes pertes et réclamations consécutives à tous préjudices, dommages corporels, dommages à toutes personnes et/ou à tous biens et matériaux de toutes sortes susceptibles de survenir du fait ou en conséquence de l'exécution et de l'entretien des travaux. L'entrepreneur indemniserait également le maître de l'ouvrage de toutes

réclamations, instances de tous dommages - intérêts, coûts, charges et frais de toute nature y afférents.

La garantie contractuelle commence à compter de la date de réception de la dernière phase de travaux et est fixée à :

- UN (1) an (garantie de parfait achèvement) pour toutes prestations et tous travaux, y compris les équipements techniques.

L'entrepreneur doit exécuter les travaux restant éventuellement à terminer à la date de réception. Il devra également réparer sans délais tous les défauts et imperfections, éventuellement en rechercher l'origine, ou plus généralement lever sans délais toutes les réserves qui auront été faites et remettre en état tous défauts que le maître de l'ouvrage lui aura demandé de réparer pendant la période de garantie ou pour les défauts qui lui auront été signalés lors de la visite de fin de garantie contractuelle. Tous ces travaux doivent être exécutés par l'entrepreneur, à ses propres frais, si la nécessité de ces travaux est due à l'emploi de matériaux ou de main d'œuvre non conformes au marché, ou due à la négligence ou à la défaillance de l'entrepreneur de respecter toute obligation explicite ou implicite lui incombant au titre du marché après mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Si l'entrepreneur n'exécute pas les travaux ainsi exigés par le maître d'ouvrage, dans un délai qui ne pourra être supérieur à un mois, le maître de l'ouvrage a le droit d'employer et de payer d'autres personnes pour exécuter ces travaux à ses propres frais. Toutes les dépenses résultant de ces travaux ou afférentes à ceux-ci sont récupérables par le maître de l'ouvrage peuvent être déduites par le maître de l'ouvrage de toutes les sommes dues ou qui pourraient être dues à l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de prolonger la durée de cette garantie dans le cas où des réserves signalées lors des procès-verbaux de réception ou des désordres signalés et survenus après la réception n'ont pas été levés jusqu'à la réparation par un tiers au frais et risques de l'entreprise titulaire du présent marché.

8. Confidentialité

Chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir confidentielles les informations de toute nature qui lui sont communiquées comme telle par l'autre partie pendant l'exécution du contrat ou dont elle aura eu connaissance au cours de la réalisation de la prestation. Les parties s'engagent à n'utiliser ces informations qu'aux fins de la réalisation de la prestation de service.

De même, les parties s'engagent à ne pas exploiter, pour leur compte ou pour celui d'un tiers, directement ou indirectement, tout ou partie de ces informations.

Chaque partie devra, à la fin de la relation contractuelle, restituer tout document contenant des informations confidentielles qui lui aura été confié par l'autre partie et n'en conserver aucune copie.

L'engagement de confidentialité des parties est valable pendant toute la durée d'exécution du contrat et pendant 20 ans suivant la fin de réalisation de la prestation.

9. Règlement des litiges

En cas de litige entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, Le tribunal compétent est le **tribunal administratif de Paris**. Les deux parties s'engagent toutefois à préférer une procédure à l'amiable avant de le soumettre, dans le cas où le désaccord persisterait, devant le tribunal compétent.

Fait en deux originaux

Mention manuscrite "lu et approuvé" signature du prestataire :

10. Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement, à Bruxelles le :

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

11. Notification

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise du marché au titulaire.

Reçu à titre de notification du présent marché

A Bruxelles, le

La Provisoire du Lycée français Jean Monnet,
Madame Laure Mouden